

*Ajournement*

**Des voix:** Bravo!

**M. David Lewis (York-Sud):** Monsieur l'Orateur, personne ici n'a besoin de faire preuve de timidité ni de s'excuser d'admettre qu'il est judicieux et raisonnable pour les députés de faire une pause et de passer les trois prochaines semaines dans leurs circonscriptions à consulter leurs commettants et à en apprendre davantage sur leurs problèmes.

Il est inutile de tourner autour du pot; il n'y a pas de risque de malentendu avec le public canadien. Il était raisonnable de prendre des vacances d'été qui nous ont permis de visiter à nouveau nos circonscriptions et de vivre avec nos commettants. Ces vacances ayant été interrompues quelque quatre semaines, il est parfaitement raisonnable qu'elles reprennent maintenant. Je n'hésite pas à dire que moi-même et mes amis considérons cette motion parfaitement justifiée.

J'ai été ravi d'entendre le député de Peace River (M. Baldwin) admettre que différentes mesures utiles ont été adoptées ces deux ou trois dernières semaines. Il arrive rarement qu'on entende des députés conservateurs admettre un tel fait. Le fait demeure que nous avons occupé très utilement ces trois ou quatre semaines et que les mesures adoptées seront profitables au public canadien surtout pour ceux qui souffrent le plus de l'augmentation des prix. Il valait la peine de forcer le gouvernement à faire sa déclaration du 4 septembre et d'étudier ensuite cette mesure.

Le député de Peace River semble s'en être attribué le mérite. Je le lui reproche aussi amicalement qu'il l'a fait pour d'autres ici: si j'ai bonne mémoire, cette législature aurait pris fin il y a deux ou trois semaines si le député et ses collègues avaient eu les mains libres sans qu'aucune des mesures invoquées par lui ne prennent force de loi.

**M. Baldwin:** Nous l'aurions fait dans les règles.

**M. Lewis:** La chose la plus facile—et j'en suis coupable autant que d'autres—est de se persuader de la validité d'une proposition qui manque de valeur au point qu'on commence à y croire. Le député de Peace River, de même que les représentants de la presse ici, persistent à prétendre que le gouvernement est toujours au pouvoir grâce au NPD.

**M. Woolliams:** Grâce à qui d'autre?

**M. Lewis:** Ne vous énervez pas. Nous avons indiqué clairement ce que serait notre politique au Parlement. Je crois que les Canadiens devraient savoir que les conservateurs ont eu des occasions importantes au cours de la présente législature de faire tomber le gouvernement, s'ils l'avaient vraiment voulu. Nous avons très clairement indiqué au début de cette session qu'en aucune circonstance nous ne voterions pour le bill accordant aux corporations les nouvelles concessions fiscales promises en mai 1972. Pendant de nombreuses semaines, mon très gentil et charmant ami—et j'espère qu'il est mon ami parce que j'ai beaucoup d'affection pour lui—le chef de l'opposition officielle (M. Stanfield) a parlé en termes qui laissaient supposer que son parti pourrait également voter contre cette

[M. Baldwin.]

mesure. S'ils avaient voté contre, le gouvernement serait tombé il y a des mois, mais, quand le moment fut venu de porter le grand coup et de décider s'ils voulaient faire appel au pays ou rester, le sondage d'opinion publique les a fait hésiter et leurs amis des corporations les en ont empêchés.

● (1240)

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Lewis:** Puis, il y a deux jours, mercredi, ils ont eu une autre occasion semblable. Pendant des semaines et des mois, nous avions indiqué clairement que nous voterions contre le bill établissant les nouvelles dispositions concernant les hypothèques résidentielles parce qu'à notre avis ce bill visait le logement privé sur le marché et n'allait en aucune façon aider le Canadien moyen, parce qu'il n'aidait que les compagnies de placements. Nous avions constamment indiqué que nous voterions contre le bill. Mais, quand le moment fut de nouveau venu de porter le grand coup, le parti conservateur n'était plus intéressé à faire tomber le gouvernement; il était intéressé à s'assurer que ses amis investisseurs continueraient de réaliser leurs mêmes profits.

Qu'il soit clair, alors que nous nous apprêtons à ajourner, que notre position est tout le temps restée la même. Nous avons dit dès le début que nous ferions de notre mieux pour faire fonctionner ce Parlement et aider utilement les Canadiens. Je suis fier du rôle que nous avons joué dans ce sens avec les autres députés de la Chambre. Je ne suis pas ici depuis tellement longtemps, à peine environ 10 ans, mais je crois, après avoir parcouru le harsard pour étudier l'histoire parlementaire au cours des années, que la session commencée en janvier dernier, a été l'une des plus productives que le Canada ait jamais connues et l'une des plus utiles.

Je voudrais simplement pendant un instant parler de l'avenir au lieu de m'appesantir sur le passé. Je pense que comme les députés passeront, je l'espère, une partie des trois prochaines semaines parmi leurs mandants, le gouvernement étudiera sérieusement les programmes qu'il a annoncés et dont il faut achever l'élaboration afin que nous puissions revenir le 15 octobre avec des politiques cohérentes dans tous ces domaines.

Il est extrêmement important que ce soit les producteurs et les consommateurs canadiens mais pas les entreprises de transformation qui bénéficient de la subvention de 5c. pour la pinte de lait, annoncée par le gouvernement, dont nous avons fait la demande avant la déclaration gouvernementale faite évidemment en réponse à notre demande.

Je suis enchanté de l'entente qui a été conclue avec la province de Québec en vertu de laquelle il semble—nous devons attendre pour voir si dans la pratique ce sera le cas—que les consommateurs du Québec bénéficieront de cette subvention. J'espère qu'une même entente sera conclue dans tous les autres cas où cela s'avère possible. S'il existe une région où le consommateur ne bénéficie pas des cinq cents, j'espère que le gouvernement aura le courage d'enlever la subvention. Nous ne devons pas contribuer à augmenter les bénéfices des transformateurs; toute subvention versée par le Trésor fédéral doit être utilisée pour protéger les producteurs et les consommateurs.